

Compte rendu du CONSEIL MUNICIPAL

Vendredi 21 juin 2019

Le Conseil Municipal s'est réuni sous la présidence de Monsieur Jean-François Ravot, maire.

Date de la convocation : 18 juin 2019

Nombre de conseillers : 15

En exercice : 9

Votants : 7

Présents : Mmes MP. Girod, C. Martin, C. Mathieu, S. Mazenc-Nehr
MM. JF Ravot, C. Saitta

Absents : MM. P. Chiggiato, P. Tissot, R. Letscher,

Procuration : P. Chiggiato à MP Girod

Secrétaire de séance : MP Girod

Séance ouverte à 19 heures.

I. Approbation du compte-rendu de la séance du 17 juin 2019

Approuvé à l'unanimité

II. Délibérations :

1. Plan Local d'Urbanisme Intercommunal valant Programme Local de l'Habitat du Pays de Gex (PLUiH) : Avis de la commune de CHEVRY sur le projet arrêté

VU les dispositions du Code de l'urbanisme, et notamment les articles L.153-15 et R.153-5 ;

VU le projet de Plan Local d'Urbanisme Intercommunal valant Programme Local de l'Habitat (PLUiH) arrêté par délibération du Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération en date du 28 mars 2019,

VU les orientations d'aménagement et de programmation et les dispositions du règlement de ce document, intéressant directement le territoire communal ;

Il est proposé au conseil municipal, où l'exposé du rapporteur,

- DE DONNER UN AVIS FAVORABLE au projet de PLUiH arrêté ;

- D'EMETTRE LE SOUHAIT, sans pour autant que ce dernier soit regardé comme subordonnant le caractère favorable de l'avis émis ci-dessus, que la problématique liée à la commune de Chevry puisse, à l'issue de l'enquête publique à venir, être réexaminée dans un sens plus favorable aux intérêts de la collectivité, notamment en procédant à :

- la modification suivante :
 - le pourcentage de logements sociaux doit être de 25% sur tout le territoire communal y compris dans les orientations d'aménagement et de programmation (**OAP**) de Chevry,
- la suppression suivante :
 - L'extension de l'ISDI sur plusieurs hectares (terrains agricoles). La commune de chevry exige que la surface de l'ISDI actuelle reste inchangée.
- les amendements suivants :
 - L'avis favorable de la CAPG sur le permis d'aménager n° 001.103.19.B.0002 déposé le 7 mars 2019 ayant pour objet la création d'une zone artisanale et commerciale de 10 lots,
 - Dans le Parc du château de Chevry, le classement de cette zone naturelle en zone pouvant accueillir des infrastructures à caractère intercommunal (type : clinique médicale),
 - OAP Centre-Bourg : Dans l'article n°7 du règlement de la zone concernée, il doit être stipulé que les places de parking de chaque logement doivent être construites en souterrain.

- OAP Centre-Bourg : Dans l'article n°7 du règlement de la zone concernée, il doit être stipulé que les places de parking attribuées aux visiteurs doivent représenter 20 % des places de stationnement prévues pour les logements. Ces places de parking pourront être implantées en aérien.
- La confirmation par la CAPG que le projet de prolongement de la 2x2 voies ne concerne pas Chevry.
- Le projet de création d'un lac artificiel sur la rive gauche du Grand Journans en lieu et place du bassin de rétention. Ce lac artificiel permettra de réguler le débit du Grand Journans et ainsi de réduire les crues en aval. Les abords de ce lac seront aménagés en circuit pédestre.

Approuvé à l'unanimité

2. Demande à la CAPG : mise en place de transport en commune pour Vêraz

Afin d'avoir un réseau de transport public plus performant et de restreindre ainsi l'usage de la voiture particulière dans l'agglomération, Monsieur le Maire et l'ensemble du conseil municipal ont décidé de demander à la Communauté d'Agglomération du Pays de Gex la mise en place de transport en commun sur le hameau de Vêraz.

Ce périmètre compte environ 1'000 habitants, soit 50% de la commune de Chevry qui ne bénéficie d'aucun transport public.

La mise en place de cette ligne secondaire permettrait de desservir d'autres hameaux isolés, comme Pregnin, Brétigny et Villard-Tacon.

Il est proposé au conseil municipal :

- **DE DEMANDER** à la CAPG la mise en place de transport en commun sur le hameau de Vêraz.
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer toute pièce de dossier se rapportant à cette demande.

Approuvé à l'unanimité

3. Rénovation groupe scolaire F. Dolto : plan de financement pour demande de subvention

Monsieur le conseiller municipal avec délégation aux Finances rappelle au Conseil Municipal le projet de la rénovation de l'école Françoise DOLTO

Afin de compléter les dossiers de demande de subvention pour cette opération, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le plan de financement suivant :

Plan de financement

Dépenses		Financements		
			Type de financement	Montant
		Etat	DETR	80'900 €
		Région	Appel à projet	75'000 €
		Département	Dotations territoriales	85'000 €
Coût travaux HT	404'500 €	CCPG	Fonds de concours	40000 €
Maitrise d'œuvre HT	34'382.50€	Fonds propres commune	Reste à charge	123'600 €
Total dépenses HT	438'882.50€	Total des financements		280'900 €

Il est proposé au Conseil Municipal,

- **D'APPROUVER** le plan de financement tel que présenté ci-dessus.
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à déposer des demandes de subvention pour ces travaux.

Approuvé à

l'unanimité

4. Création d'un emploi à temps non-complet adjoint administratif

Monsieur le Maire explique à l'Assemblée qu'il y a lieu de créer un emploi d'adjoint administratif à temps non-complet afin de renforcer le personnel déjà présent à l'Agence Postale Communale et d'assurer la continuité du service à l'Agence Postale communale dans les meilleures conditions.

Il est précisé que cette création d'emploi est temporaire et pour une durée d'un an avec un recrutement dès que possible.

Il est proposé au Conseil Municipal,

- **DE DECIDER** de créer un emploi d'adjoint administratif à temps non-complet avec un recrutement dès que possible pour une durée d'un an
- **DE DECIDER** de lancer le recrutement,
- **DE PRECISER** que la durée hebdomadaire de l'emploi sera à temps non-complet de 20 heures
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à entreprendre toutes les formalités pour l'application de cette décision.

Approuvé à

l'unanimité

L'ordre du jour est épuisé, la séance est levée à 19 h 40.